Nations Unies S/PV.9114

Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9114e séance

Mardi 23 août 2022, à 15 heures

New York

Président :	M. Zhang Jun/M. Geng Shuang	(Chine)
Membres :	Albanie	Mme Dautllari
	Brésil	M. de Almeida Filho
	Émirats arabes unis	M. Alkaabi
	États-Unis d'Amérique	M. Mills
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	Mme Broadhurst Estival
	Gabon	M. Biang
	Ghana	Mme Oppong-Ntiri
	Inde	Mme Kamboj
	Irlande	Mme Moran
	Kenya	Mme Muigai
	Mexique	M. Gómez Robledo Verduzco
	Norvège	Mme Heimerback
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

22-46919 (F)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^me^ Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^me^ DiCarlo.

M^me^ DiCarlo (*parle en anglais*) : L'ONU reste gravement préoccupée par la situation dangereuse sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijia, dans le sud de l'Ukraine, et dans ses environs. La centrale continue d'être exploitée par du personnel technique ukrainien, mais est sous le contrôle des forces militaires de la Fédération de Russie depuis le début du mois de mars. Début août, nous avons commencé à recevoir des signalements inquiétants au sujet d'une intensification des bombardements autour de la centrale. Le Secrétaire général a appelé toutes les personnes concernées à faire preuve de bon sens, à être raisonnables et à s'abstenir de prendre la moindre mesure susceptible de mettre en péril l'intégrité physique, la sûreté ou la sécurité de la centrale nucléaire, qui est la plus grande d'Europe.

Le 15 août, le Secrétaire général a eu un entretien téléphonique avec le Ministre russe de la défense, Serguei Shoigu, au cours duquel ils ont abordé la question de la sûreté de la centrale nucléaire. Le 18 août, durant sa visite à Lviv, il a discuté de la situation avec le Président ukrainien Volodymyr Zelenskyy. Dans toutes ses déclarations et entrevues, le Secrétaire général a continué de demander que toutes les activités militaires menées à proximité immédiate de la centrale cessent immédiatement et que toutes les parties s'abstiennent de prendre pour cible ses installations ou ses environs. Tout le personnel et le matériel militaires doivent être retirés du site de la centrale. Il ne doit pas y avoir d'autre déploiement de forces ou de matériel sur le site. L'installation ne doit pas être utilisée dans le cadre d'une opération militaire, quelle qu'elle soit, et un accord doit être conclu sur un périmètre de démilitarisation sûr pour garantir la sûreté de la zone.

Malheureusement, malgré les nombreux appels qui sont lancés, au lieu d'une désescalade, nous continuons de recevoir presque quotidiennement des informations faisant état d'incidents très préoccupants en lien avec la centrale. Aujourd'hui, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a de nouveau demandé qu'une mission de l'Agence soit envoyée sur le site pour mener des activités essentielles de sûreté, de sécurité et de garanties nucléaires. Les préparatifs de la mission sont en cours, et l'AIEA se concerte activement avec toutes les parties concernant les efforts qu'elle déploie pour envoyer cette mission sur le site dès que possible. Nous nous félicitons des récentes déclarations de l'Ukraine et de la Russie faisant part de leur appui à l'objectif de l'AIEA d'envoyer une mission sur le site de la centrale, ce qui serait sa première mission sur ce site depuis le début de la guerre.

Le bon sens doit prévaloir pour éviter toute action susceptible de mettre en péril l'intégrité physique, la sûreté ou la sécurité de la centrale. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans l'exposé qu'il a présenté au Conseil de sécurité hier (voir S/PV.9112), l'engagement en faveur du dialogue et des résultats doit également s'appliquer à la situation critique de la centrale. Si de tels incidents se poursuivent ou s'aggravent, nous pourrions nous retrouver face à une catastrophe. L'ONU continue d'appuyer pleinement le travail indispensable de l'AIEA, ainsi que les efforts qu'elle déploie pour garantir le fonctionnement dans des conditions de sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia et d'autres installations nucléaires en Ukraine.

En coordination étroite avec l'AIEA, l'ONU a estimé que nous disposons en Ukraine des capacités logistiques et de sécurité nécessaires pour appuyer toute mission de l'AIEA sur le site de la centrale depuis Kyïv, à condition que l'Ukraine et la Russie soient d'accord. Nous exhortons une fois encore les parties à accorder à la mission de l'AIEA un accès immédiat, sûr et sans entrave au site. Il est urgent de parvenir à un accord pour rétablir à Zaporijia une infrastructure strictement civile et pour assurer la sûreté de la zone. Nous devons être clairs quant au fait que tout dégât qui pourrait être infligé à la centrale ou à toute autre installation nucléaire en Ukraine conduisant à un éventuel incident nucléaire aurait des conséquences catastrophiques non seulement pour le voisinage immédiat, mais aussi pour la région et au-delà.

De même, si, en raison de dommages causés, la centrale venait à être coupée du réseau électrique ukrainien, cela aurait des répercussions humanitaires catastrophiques, en particulier à l'approche de l'hiver. Comme le Secrétaire général l'a clairement indiqué, l'électricité produite par la centrale de Zaporijia appartient à l'Ukraine. À l'heure actuelle, il est impératif que les parties s'engagent expressément à cesser toute activité militaire autour de la centrale pour qu'elle puisse continuer de fonctionner en toute sécurité. Pour paraphraser l'avertissement sans ambages lancé par le Secrétaire général, tout dommage potentiel à Zaporijia est suicidaire.

Le Président (*parle en chinois*) : Je remercie M^me^ DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe, M^me^ Rosemary DiCarlo, de son exposé. Au cours de cet exposé, toutefois, nous l'avons entendue dire que l'électricité produite à la centrale nucléaire de Zaporojie appartient à l'Ukraine. Nous tenons à souligner que nous n'avons pas entendu le Secrétariat tenir de tels propos concernant les avoirs financiers russes gelés en Occident ou le pétrole syrien dérobé par les autorités américaines qui occupent illégalement une partie du territoire de la Syrie.

Environ deux semaines se sont écoulées depuis la dernière séance du Conseil de sécurité consacrée à la centrale nucléaire de Zaporojie (voir S/PV.9109). Dans l'intervalle, les conditions de sûreté nucléaire se sont encore détériorées. Les forces armées ukrainiennes continuent, chaque jour ou presque, de bombarder la zone de la centrale et la ville d'Energodar, ce qui crée un risque réel d'accident radiologique à la centrale nucléaire de Zaporojie, lequel aurait des conséquences catastrophiques pour tout le continent européen.

Selon les informations dont disposent le Ministère russe de la défense et l'administration civile et militaire de la région de Zaporojie, le 11 août, la 44^e^ brigade d'artillerie des forces armées ukrainiennes a pilonné la centrale avec des obus de 152 millimètres, endommageant les équipements des bassins du système de refroidissement du réacteur nucléaire.

Le 14 août, les forces armées ukrainiennes ont tiré 10 obus de 155 millimètres sur la centrale nucléaire de Zaporojie, avec des obusiers M777 de fabrication américaine, et ont également lancé deux munitions guidées. Le bombardement d'Energodar a fait un mort et un blessé. Le 15 août, 30 obus ont été tirés par des canons de 152 millimètres. Le 17 août, 11 obus ont été tirés, en plus d'un drone kamikaze de fabrication polonaise. Trois frappes ont été effectuées sur Energodar au moyen de munitions rôdeuses.

Le 18 août, sept bombardements d'artillerie lourde ont visé Energodar. Le 20 août, des frappes sur la centrale ont été effectuées depuis des positions ukrainiennes, au moyen d'artillerie lourde et d'obus de 155 millimètres de fabrication américaine, équipés d'allumeurs M379 de fabrication américaine eux aussi. Une frappe d'artillerie a été effectuée dans la zone des bâtiments spéciaux n° 1 et 2, ainsi que sur le bâtiment des laboratoires et le bâtiment utilitaire. En conséquence, le bâtiment des laboratoires et le bâtiment utilitaire n° 2 ont été endommagés, de même que le bâtiment de l'unité du génie hydraulique et l'éclairage de la centrale. Immédiatement après ce pilonnage, des tirs ont visé les faubourgs d'Energodar.

Le 22 août, un drone a attaqué la zone du bâtiment de laboratoire n° 2. En outre, un canon américain d'artillerie à longue portée a été utilisé pour bombarder la centrale thermique d'Energodar. D'après nos informations, un civil est mort et un autre a été blessé.

Je voudrais montrer au Conseil une photographie de la destruction dans la zone de la centrale nucléaire de Zaporojie en conséquence du pilonnage effectué par les forces armées ukrainiennes. Nous avons toute une collection de ces preuves photographiques, et nous les avons distribuées ce matin en tant que documents officiels du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Le fait que le régime de Kiev ne cesse pas ses attaques contre la centrale découle directement de la connivence criminelle de ses soutiens occidentaux. Lors de notre dernière séance, pas une seule délégation occidentale n'a eu le courage ni de condamner le bombardement de la centrale par les forces armées ukrainiennes, ni d'appeler le régime de Kiev à y mettre fin. Les capitales européennes n'ont pas non plus eu ce courage, se contentant de lancer des appels absurdes à la Russie pour qu'elle mette fin à certaines « actions récentes autour de la centrale nucléaire de Zaporojie ». Il semble que nos collègues vivent dans une réalité parallèle, dans laquelle l'armée russe bombarde elle-même la centrale qu'elle protège, en utilisant des systèmes américains. Le comble de cette absurdité revient aux récentes déclarations de Tobias Ellwood, député britannique, et

d'Adam Kinzinger, membre de la Chambre des représentants des États-Unis, selon lesquelles le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie pourrait motiver l'invocation de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

Dans le même temps, les médias occidentaux exploitent les conclusions de l'Arms Control and Disarmament Agency des États-Unis, selon lesquelles le pilonnage de la centrale nucléaire de Zaporojie ne pose pas de danger pour la population d'Europe occidentale et que, même si un éventuel accident survenait, il n'y aurait pas de catastrophe à grande échelle car la centrale devrait résister à la frappe de missile et que, dans le cas contraire, le panache radioactif n'atteindrait pas l'Europe occidentale. Les souffrances que subirait la population de la région de Zaporojie dans le scénario même le moins destructeur semblent comme d'habitude être quelque chose que nos collègues occidentaux sont prêts à considérer comme un dommage collatéral. Cela montre à quel point ils s'inquiètent des droits de l'homme et de la sécurité prétendument axée sur l'humain dont ils nous ont tant parlé durant la séance du Conseil d'hier (voir S/PV.9112).

Ce cynisme vis-à-vis de la population ukrainienne est une preuve de plus que les Occidentaux qui tirent les ficelles à Kiev ne se soucient pas du tout de son sort et sont prêts à se battre – jusqu'au dernier Ukrainien.

À ce jour, si nous avons pu éviter une catastrophe due au bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie par les forces armées ukrainiennes, c'est uniquement grâce à l'action conjointe et bien coordonnée du personnel de la centrale, des pompiers, des équipes de secours et des soldats russes, qui leur apportent une aide d'urgence complète. Cela confirme bien qu'une atmosphère de travail saine règne à la centrale et que personne ne harcèle personne.

Contrairement aux déclarations fallacieuses du régime de Kiev et de ceux qui tirent ses ficelles, la Russie n'a placé aucune arme lourde dans les locaux de la centrale nucléaire de Zaporojie, et n'utilise pas la centrale à des fins militaires. Le Ministère russe de la défense est prêt à fournir à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des images à haute résolution montrant qu'aucune arme, et encore moins d'arme lourde, n'a été déployée sur place.

Le Secrétaire général Guterres s'est récemment rendu en Ukraine. Nous avions fondé certaines espoirs sur sa visite. Nous comptions sur l'ONU pour exiger enfin que Kiev cesse de bombarder la centrale. Mais, hormis des appels à faire en sorte que les opérations militaires contournent la centrale de Zaporojie, nous n'avons pas entendu M. Guterres prononcer la moindre parole pour condamner ce qui se passe.

Je voudrais demander à M^me^ DiCarlo si le Secrétaire général est parvenu à arracher à Volodymyr Zelenskyy la promesse d'arrêter le pilonnage de la centrale. Comment le Secrétariat évalue-t-il la poursuite des bombardements de la centrale par l'Ukraine, alors que l'AIEA a fait part de sa grave préoccupation face à la situation ?

Dès le premier jour, nous avons soutenu les efforts de l'AIEA et de son directeur général, Rafael Grossi, pour organiser une mission à la centrale nucléaire de Zaporojie. Nous avons fait de notre mieux pour que la visite des experts de l'AIEA à la centrale puisse avoir lieu au mois de juin, en donnant dès le 3 juin notre accord à cette mission. Ce n'est donc pas notre faute si cette visite a été annulée. Aujourd'hui, nous entendons dans la presse étrangère des spéculations absurdes selon lesquelles les pays occidentaux auraient presque contraint la Russie à consentir à cette mission. Nous espérons néanmoins que la mission de l'AIEA aura lieu dans un avenir proche et que les experts de l'Agence seront en mesure de confirmer la situation réelle à la centrale. Nous sommes prêts à offrir toute l'assistance possible pour régler tous les problèmes organisationnels.

Pour conclure, je voudrais appeler l'attention des membres du Conseil sur la tragédie qui s'est déroulée près de Moscou le 20 août, avec l'explosion du véhicule que conduisait Daria Dugina, journaliste indépendante, correspondante de guerre et politologue bien connue. Nos autorités compétentes ont ouvert une enquête dont les conclusions préliminaires ont établi que les services du renseignement ukrainiens sont à l'origine de ce crime monstrueux. La responsable directe de l'attentat, qui est affiliée au bataillon nationaliste Azov, a été identifiée. Elle a réussi à échapper à la justice et à s'enfuir en Estonie.

Daria Dugina avait 29 ans. Elle a été fauchée dans la fleur de l'âge. En raison de ses activités professionnelles, la journaliste était depuis longtemps dans le collimateur des nationalistes ukrainiens. Voici une photo tirée du tristement célèbre site Web « Peacemaker », dont nous avons parlé à plusieurs reprises et qui se félicite ouvertement de son meurtre : tout le monde peut le voir, sur sa photo est placardé le mot « Liquidée ». Nous notons que ce crime a été condamné par un représentant officiel du Département d'État des États-Unis.

Nous appelons le Conseil et les dirigeants de l'ONU à condamner fermement ce crime de plus du régime de Kiev qui, non content de recourir au chantage nucléaire en pilonnant la centrale nucléaire de Zaporojie et, en définitive, en prenant la population européenne en otage, a franchi toutes les limites et élimine physiquement, désormais, les civils étrangers qu'il juge indésirables. Et dans ce cas, la victime était une journaliste indépendante, qui a été tuée à cause de ses activités professionnelles. Des représentants officiels du régime de Kiev appellent ouvertement au meurtre de Russes. Tout récemment, M. Pyotr Vrublevsky, l'Ambassadeur de l'Ukraine au Kazakhstan, a déclaré publiquement que l'objectif de l'Ukraine est de tuer autant de Russes que possible. D'après lui, plus on tue de Russes maintenant, moins les prochaines générations d'Ukrainiens auront de Russes à tuer.

Nous sommes indignés par le fait que les pays occidentaux non seulement ne condamnent pas tout cela, mais aident également les services spéciaux ukrainiens à former des éléments subversifs pour exterminer les « indésirables ». Un exemple frappant à cet égard est le cas de M. Yevgeniy Karpenko, un citoyen ukrainien qui a été recruté par les services secrets ukrainiens en République tchèque et a suivi une formation en matière de pose de mines dans une base militaire située dans la ville tchèque de Český Krumlov. On lui a appris à poser des explosifs dans des bâtiments et des voitures, puis il a été envoyé sur le territoire de la République populaire de Donetsk pour commettre un acte terroriste dans un bâtiment administratif du district de Volodarsk. Heureusement, M. Karpenko s'est rendu. Néanmoins, s'il avait accompli sa mission, les pertes civiles auraient été inimaginables.

Dans ce contexte, il n'est plus surprenant que les autorités tchèques, au mépris de toutes les normes morales, se soient réjouies ouvertement du meurtre de Darya Dugina. La Ministre tchèque de la défense, M^me^ Jana Černochová, a déclaré qu'elle n'était pas désolée pour Darya et son père et qu'on se souviendra longtemps de la nuit du 21 août en Russie. Par la suite, elle a confirmé qu'elle ne réfutait aucun de ses propos. Même en mettant de côté l'aspect moral, qui est depuis longtemps éclipsé par la russophobie chez nos collègues occidentaux, les propos de M^me^ Černochová constituent essentiellement un soutien public et une propagande pour des actes terroristes contre des civils. Je voudrais rappeler au Conseil que M. Čermák, un ressortissant tchèque qui a publiquement soutenu l'attentat terroriste commis dans la ville de Christchurch en Nouvelle-Zélande, a été condamné à six ans de prison en République tchèque. Nous attendons des autorités compétentes tchèques qu'elles prennent également au sérieux les déclarations de la Ministre de la défense de ce pays et qu'elles les évaluent comme il se doit.

M. Biang (Gabon) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé instructif.

Ces dernières semaines, il y a de plus en plus d'informations faisant état du risque d'un éventuel accident nucléaire en Ukraine. L'intensification des activités militaires à proximité de la centrale nucléaire de Zaporijia et les allégations selon lesquelles la centrale est utilisée à des fins militaires font planer le spectre d'une catastrophe nucléaire aux conséquences potentielles inimaginables. Il y a quelques semaines, nous nous sommes réunis dans cette salle pour exprimer notre indignation collective face à cette éventualité (voir S/PV.9109). Toutes les activités militaires sur les sites nucléaires doivent cesser. Les parties au conflit doivent s'abstenir de toute attaque contre les sites nucléaires, y compris les cyberattaques, et de toute déclaration invoquant le risque nucléaire comme arme de guerre. Nous appelons à une enquête indépendante et impartiale pour établir les responsabilités pour ces attaques et les autres bombardements visant la centrale de Zaporijia.

Entre-temps, il est essentiel que les belligérants respectent les règles de sécurité nucléaire en vigueur et coopèrent avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour sécuriser ces sites. Nous saluons l'intention exprimée par les parties de faciliter la conduite d'une mission d'experts de l'AIEA en Ukraine et nous les exhortons à se mettre d'accord sur les modalités opérationnelles de cette mission, dont nous souhaitons tous qu'elle ait lieu le plus rapidement possible. Il n'est pas acceptable d'attendre et de spéculer sur le risque potentiel des effets dévastateurs sur l'environnement et la santé humaine, qui viendraient s'ajouter aux conséquences économiques et humanitaires de ce conflit.

Après six mois de guerre, de souffrances et de destructions en Ukraine, nous pensons qu'il est temps de remettre la paix au centre de nos priorités. Mon pays encourage toutes les initiatives visant à amener les parties à la table des négociations, afin de parvenir à une coexistence pacifique. Tant que les combats se poursuivront, il ne fait aucun doute que la situation en Ukraine continuera de se dégrader. Le moyen le plus sûr d'écarter une menace multidimensionnelle de sécurité est de

mettre un terme aux hostilités. Nous encourageons tous les efforts politiques et diplomatiques visant à mettre fin à l'escalade, à faire taire les armes et à parvenir à un accord sur une paix durable entre les parties. L'accord sur les céréales, qui a été conclu récemment, donne de l'espoir quant à la possibilité de parvenir à un accord de cessez-le-feu permettant d'ouvrir la voie à des négociations de bonne foi en vue de rétablir une paix durable. Mon pays appuie tous les efforts internationaux et régionaux visant à rétablir la paix en Ukraine.

M. Alkaabi (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je remercie M^me^ DiCarlo de son exposé, qui arrive à point nommé.

Depuis notre dernière séance du 11 août (voir S/PV.9109), la situation relative à la centrale nucléaire de Zaporijia est toujours aussi alarmante. Malgré les appels urgents à la désescalade, nous continuons à recevoir des informations faisant état de pilonnages à proximité de la centrale. Nous soulignons une fois de plus que les bombardements autour de la centrale nucléaire font peser un risque grave d'un accident nucléaire catastrophique sur l'Ukraine, la région et le monde entier. La catastrophe de Tchornobyl est souvent citée en exemple dans cette salle et ailleurs, et ce à juste titre. Nous ne nous souvenons que trop bien de ses conséquences terribles. Le monde ne peut pas se permettre une situation où une autre catastrophe de ce genre serait une éventualité. Lorsqu'il s'agit de questions nucléaires, notre sécurité collective est véritablement indissociable. Ces dernières semaines, ce message a été renforcé ici, à New York, lors de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La sûreté nucléaire est une question de la plus haute importance et une priorité pour les Émirats arabes unis. Notre pays reste déterminé à appuyer tous les efforts visant à garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires dans le monde, notamment grâce à sa collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. À cet égard, nous voudrions souligner une fois de plus l'importance de s'abstenir de toute acte qui pourrait mettre la centrale davantage en danger, notamment compte tenu de la situation délicate et fragile, et nous nous faisons l'écho de la déclaration faite récemment par le Directeur général de l'AIEA, M. Grossi, qui a appelé de toute urgence à l'apaisement des tensions dans les alentours de la centrale. Nous insistons à nouveau sur la protection spéciale accordée aux centrales nucléaires en vertu du droit international. Les Émirats arabes unis rappellent également qu'il importe de garantir à l'AIEA un accès complet et sans entrave au site afin d'évaluer les dégâts et de vérifier la sécurité de la centrale. Nous nous félicitons que les deux parties soient favorables à une telle mission et nous demandons instamment que celle-ci soit effectuée dans les plus brefs délais.

Demain, cela fera six mois depuis le début du conflit. Il est toujours important de plaider en faveur d'un dialogue constructif, qui permettra de parvenir à un règlement pacifique et durable de ce conflit, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international. Le seul véritable moyen de mettre un terme aux souffrances provoquées par ce conflit et d'en atténuer les conséquences, y compris le risque d'un accident nucléaire catastrophique, est la cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire ukrainien. Nous, les membres du Conseil de sécurité, devons nous efforcer de nous acquitter de notre mandat et de prendre des mesures concrètes et progressives pour appuyer les efforts visant à mettre fin au conflit par des voies diplomatiques.

M^me^ Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé, qui arrive à point nommé.

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine met en péril la sûreté et la sécurité nucléaires en Ukraine, dans la Fédération de Russie, en Europe et au-delà. Et nous nous opposons à ce que la Fédération de Russie utilise le Conseil de sécurité comme une plateforme de désinformation.

Il est indéniable que la sûreté et la sécurité à l'intérieur et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia se sont détériorées du fait de la présence d'un agresseur armé. La guerre illégale que la Russie continue de mener accroît le risque d'un accident nucléaire, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour la santé humaine et l'environnement.

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a défini sept piliers indispensables à la sûreté et à la sécurité nucléaires, auxquels nous souscrivons pleinement. Nous constatons avec une profonde préoccupation que pratiquement tous ont été violés à la suite de l'agression russe.

Nous appelons à la plus grande retenue militaire dans la zone de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia, et nous soulignons qu'il est important de

faciliter l'envoi d'une mission de l'AIEA pour mener à bien les activités essentielles en matière de sûreté, de sécurité et de garanties, tout en respectant pleinement la souveraineté de l'Ukraine. À cet égard, nous prenons acte de récentes déclarations selon lesquelles l'Ukraine et la Russie seraient favorables à l'objectif de l'AIEA d'envoyer une mission à Zaporijia.

Nous demeurons préoccupés par le fait qu'en saisissant une centrale nucléaire ukrainienne, la Russie a également pris en otage une source essentielle d'approvisionnement en électricité indispensable à la population civile de l'Ukraine. Nous demandons à la Russie de restituer le plein contrôle de la centrale à son opérateur ukrainien, et nous félicitons l'Ukraine de la détermination avec laquelle elle s'emploie à assurer le maintien de la sûreté et de la sécurité nucléaires dans ces circonstances graves.

La guerre illégale et l'agression non provoquée de la Russie ont causé de terribles souffrances aux populations en Ukraine et ailleurs, notamment en aggravant l'insécurité alimentaire mondiale. Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la Fédération de Russie doit immédiatement retirer ses forces de l'Ukraine et de l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et mettre fin aux menaces et aux opérations militaires. Cela permettrait également à l'Ukraine de garantir de nouveau la sûreté et la sécurité des opérations dans toutes ses installations nucléaires.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Nous félicitons le Secrétaire général de sa récente visite en Ukraine, et nous apprécions vivement les efforts inlassables déployés par l'ONU pour remédier à la situation de plus en plus dangereuse à la centrale nucléaire de Zaporijia.

La question qui nous occupe aujourd'hui ne relève pas d'un débat politique abstrait, et il ne s'agit pas d'un problème lointain. En ce moment même, la menace d'une catastrophe nucléaire plane sur l'Ukraine, les États voisins et l'ensemble de la communauté internationale.

Bien entendu, la population est terrifiée. Je pense notamment à Tamara Korolkowa, une grand-mère de 70 ans qui peut voir la centrale depuis l'immeuble où elle vit. Elle fait des cauchemars à l'idée que la centrale explose. Comme elle l'a confié à un journaliste de la National Public Radio : « Nous avons tous peur, tout le temps ».

Et pour quoi ? Pourquoi diable les forces russes utilisent-elles une centrale nucléaire comme base dans le cadre de cette guerre ? Seul le Président Poutine peut répondre à ces questions.

Les membres de la délégation russe qui siègent aujourd'hui dans cette salle auraient également pu y répondre. Eux seuls peuvent expliquer pourquoi la Russie pense qu'elle peut redessiner les frontières internationales par la force, en violation de la Charte des Nations Unies. Eux seuls peuvent rendre compte des atrocités commises contre le peuple ukrainien : le bombardement d'écoles et d'hôpitaux, les exécutions sommaires de travailleurs humanitaires et de journalistes, et les déportations forcées de civils ukrainiens dans le cadre d'opérations dites de filtration. Et eux seuls peuvent expliquer pourquoi leurs troupes ont attaqué et pris le contrôle de cette centrale, sans se soucier des conséquences, ce qui a poussé le monde au bord de la catastrophe nucléaire.

Je voudrais rappeler une nouvelle fois le bilan irréprochable de l'Ukraine en matière de sûreté et de sécurité de l'énergie nucléaire avant que la Russie ne s'empare de cette installation. Nous n'avons cependant pas obtenu de réponses de la part de la délégation russe. Au lieu de cela, on nous a donné des références à un fatras de sites Web et de tweets. Bien évidemment, il s'agit d'une arme à double tranchant. Je voudrais rappeler à la délégation russe que c'est l'Ambassadeur de Russie à Vienne qui, il y a quelques jours à peine, a tweeté : « Aucune pitié pour le peuple ukrainien ».

Néanmoins, il est possible d'éviter une catastrophe nucléaire à la centrale. La Russie est à l'origine de ce risque, et elle seule peut le désamorcer. La solution n'est pas compliquée. La Russie doit mettre un terme à sa guerre non provoquée et injustifiée et retirer ses troupes. Et compte tenu de l'urgence de la situation, la Russie doit immédiatement suivre la recommandation du Secrétaire général Guterres et établir un secteur démilitarisé dans la zone entourant la centrale. Cela permettrait au personnel ukrainien, actuellement retenu de force pour faire fonctionner l'installation, de procéder à une évaluation des dégâts et de garantir de nouveau la performance irréprochable de la centrale en matière de sûreté, de sécurité et de garanties.

Une zone démilitarisée permettrait à l'équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de se rendre sur place, de procéder à une inspection et d'évaluer la sûreté et la sécurité des opérations en cours dans la centrale nucléaire ainsi que l'application

des garanties. Nous demandons également à la Russie de consentir à une visite de l'installation par l'AIEA, dans le respect de la souveraineté ukrainienne. En outre, nous reprenons à notre compte les propos du Secrétaire général et affirmons que l'électricité produite à Zaporijia appartient à l'Ukraine et que ce principe doit être pleinement respecté.

Enfin, je voudrais terminer en rappelant à mes collègues russes qu'à l'approche du Jour de l'indépendance de l'Ukraine, le monde les observe. Je ne devrais pas avoir besoin de le dire, mais je demande à la Fédération de Russie de ne pas bombarder les écoles, les hôpitaux, les orphelinats ou les habitations. Nous continuerons à tout mettre en œuvre pour que les auteurs de toutes les violations du droit international rendent des comptes. Aujourd'hui, alors que nous commémorerons demain le sixième mois de l'invasion russe, nous renouvelons le message que nous avons adressé aux membres de la délégation russe tout au long de la guerre que leur pays a choisi de mener : mettez fin aux souffrances, aux effusions de sang et à cette guerre.

M^me^ Moran (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

L'Irlande demeure vivement préoccupée par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijia et le risque grave d'accident ou d'incident radiologique résultant des opérations militaires menées sur place. Les bombardements incessants de la centrale électrique et de ses environs nous préoccupent également beaucoup et doivent cesser immédiatement. Les conséquences dévastatrices qu'un accident ou un incident à Zaporijia pourrait avoir sur la population ukrainienne et sur l'ensemble de la région devraient nous préoccuper tous, avant tout. Nous souscrivons pleinement à l'appel du Secrétaire général en faveur de la démilitarisation de la centrale et de ses environs.

Il est essentiel que les principes fondamentaux de la sûreté et de la sécurité nucléaires soient pleinement respectés. Nous appelons la Russie, et d'ailleurs tous les États, à s'engager à respecter les sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires définis par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en ce qui concerne les installations et les matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques, et ce, en toutes circonstances, y compris dans les situations de conflit armé.

Nous saluons le courage et le professionnalisme du personnel ukrainien de la centrale, qui s'efforce d'en assurer le fonctionnement en toute sécurité, alors qu'il est soumis à des contraintes intolérables de la part des forces militaires russes. Nous appuyons fermement l'envoi d'une mission de l'AIEA sur le site de la centrale pour traiter des aspects liés à la sûreté, à la sécurité et aux garanties, dans le respect de la souveraineté de l'Ukraine sur l'ensemble de son territoire et de ses infrastructures.

Nous nous félicitons de ce que le Secrétaire général Guterres ait confirmé, ainsi que l'a indiqué la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, que l'ONU disposait des capacités logistiques et de sécurité nécessaires pour appuyer la mission entre Kyïv et la centrale nucléaire. Il est essentiel que cette mission se voie accorder un accès total et sans restriction. Nous espérons que celle-ci aura lieu le plus tôt possible.

Nous sommes par ailleurs vivement préoccupés par d'éventuelles tentatives visant à déconnecter la centrale du réseau électrique ukrainien. Dans les circonstances actuelles, cette mesure entraînerait des risques importants pour la sûreté nucléaire, ainsi qu'en ce qui concerne les besoins humanitaires de la population ukrainienne, qui dépend de la centrale pour ses besoins énergétiques.

Soyons clairs. Les problèmes qui se posent à Zaporijia découlent uniquement de la guerre illégale que la Russie livre à l'Ukraine. L'armée russe a provoqué cette crise en saisissant et en occupant illégalement la centrale de Zaporijia et par ses actes irresponsables en Ukraine, ce qui témoigne clairement de son mépris total pour la sûreté et la sécurité nucléaires. Nous rappelons que les attaques armées contre des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques constituent des violations du droit international, notamment des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Comme nous l'avons déjà dit, si la Russie est réellement préoccupée par la sûreté nucléaire à Zaporijia, elle doit assumer ses responsabilités et mettre fin à son occupation illégale du site, en retirant ses troupes et ses munitions. Ainsi, le contrôle de la centrale serait restitué aux autorités ukrainiennes compétentes, avec le soutien de l'AIEA. L'Irlande appelle une nouvelle fois la Russie à mettre fin à sa guerre cruelle contre le peuple ukrainien, à retirer ses soldats de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine et à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de ses voisins.

M^me^ Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé sur les préoccupations internationales croissantes concernant la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporijia en Ukraine. Lorsque le Conseil s'est réuni pour débattre du même sujet il y a un peu plus d'une semaine (voir S/PV.9109), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), par l'intermédiaire de son directeur général, a mis en garde contre les conséquences tragiques qu'une fuite accidentelle de matières radioactives de l'installation pourrait avoir sur la vie humaine et l'environnement.

Le Ghana regrette que, malgré les mises en garde et les appels urgents de la communauté internationale demandant la cessation de toute action militaire autour de l'installation nucléaire, les bombardements, les attaques et la militarisation aveugles de la centrale et de ses environs se soient poursuivis. Nous nous sentons obligés de réaffirmer notre profonde inquiétude et notre condamnation de ces évolutions inacceptables. Nous souhaitons rappeler aux parties armées que le droit international, y compris le Protocole additionnel I de 1977 aux Conventions de Genève, interdit la conduite d'opérations militaires à proximité de sites nucléaires. Nous appelons également toutes les parties armées à respecter immédiatement et pleinement la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement de 2005. Nous demandons la démilitarisation de toutes les zones entourant les installations nucléaires de l'Ukraine.

À cet égard, le Ghana se déclare résolument en faveur d'une évaluation indépendante des normes de sûreté nucléaire et des garanties à la centrale de Zaporijia afin de s'assurer qu'aucune violation n'a eu lieu. Pour ce faire, il est toutefois indispensable que la Fédération de Russie, qui contrôle actuellement l'installation, accorde un accès immédiat à l'AIEA afin que celle-ci puisse procéder à l'évaluation requise. Nous soulignons également combien il est urgent que les autorités de l'AIEA agissent rapidement pour évaluer le danger et y apporter une réponse adéquate.

Le Ghana maintient sa position de principe selon laquelle il ne peut y avoir de solution militaire aux hostilités en cours. C'est pourquoi nous demandons instamment l'intensification de la diplomatie et du dialogue afin de traiter de manière globale les problèmes de sécurité sous-jacents et le climat de méfiance qui règne entre les parties belligérantes. En outre, tout en privilégiant la voie de la diplomatie et du dialogue, nous sommes fermement convaincus qu'un retrait inconditionnel des troupes d'invasion de la Fédération de Russie des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine est une condition préalable au rétablissement de la paix et de la sécurité dans ce pays.

Pour terminer, nous renouvelons nos précédentes déclarations selon lesquelles le sort des civils, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que la menace humanitaire croissante, doivent primer sur toute autre considération dans le cadre des efforts que nous déployons pour mettre fin à cette guerre inutile.

M^me^ Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo d'avoir fait le point sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires en Ukraine.

Nous continuons de suivre attentivement l'évolution de la situation en ce qui concerne la sûreté et la sécurité de ces installations. L'Inde attache la plus haute importance à leur sûreté et à leur sécurité, car tout accident impliquant des installations nucléaires peut avoir de graves conséquences pour la santé publique et l'environnement. Nous accordons également une haute priorité au fait que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit pouvoir mener ses activités de garanties et de vérification, conformément à son statut, et ce, d'une manière efficace, objective et efficiente. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts de l'Agence à cet égard.

L'Inde demeure préoccupée par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijia. Nous appuyons les efforts déployés actuellement, y compris ceux de l'AIEA, pour apaiser les tensions et prendre des mesures afin de garantir la sûreté et la sécurité nucléaires de l'installation. Nous avons pris note des dernières informations disponibles concernant les centrales et installations nucléaires en Ukraine, y compris les mises à jour publiées le 19 août par l'AIEA. Nous espérons que les deux parties accepteront la proposition de visite de la centrale et de ses environs par une équipe de l'AIEA, comme elles l'ont indiqué dans leurs récentes déclarations.

Nous réaffirmons une fois de plus que l'ordre mondial doit être ancré dans le droit international, la Charte des Nations Unies et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Le Royaume-Uni demeure profondément préoccupé par les conséquences de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie sur la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires. L'invasion a perturbé le fonctionnement des installations nucléaires dans toute l'Ukraine, gravement compromis la sûreté d'exploitation et empêché les autorités ukrainiennes d'effectuer les tâches de routine liées aux garanties. Au lieu de convoquer une énième séance sur la situation de crise à Zaporijia, la Russie pourrait la régler immédiatement en retirant ses forces de la centrale nucléaire, et de toute l'Ukraine, et en mettant fin à son agression insensée. En plus de causer des souffrances indicibles au peuple ukrainien, le fait est que l'invasion de la Russie et les efforts que ce pays déploie pour s'emparer par la force des centrales nucléaires ukrainiennes mettent en péril la sécurité des millions de personnes de la région qui seraient touchées par un incident nucléaire en Ukraine.

Dans le même temps, d'importantes activités en matière de sûreté nucléaire et de garanties sont plus que jamais nécessaires sur le site. Nous nous félicitons des progrès réalisés en vue d'une visite technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Toute visite devra se dérouler dans le respect de la souveraineté de l'Ukraine sur son territoire. Le Secrétaire général a clairement indiqué que l'Organisation des Nations Unies était en mesure de faciliter une visite depuis la partie ukrainienne, et nous saluons son engagement et celui de l'ONU. Nous nous félicitons également des efforts déployés par l'Administration ukrainienne et le personnel de l'AIEA pour planifier et appuyer une mission. Nous demandons à la Russie de fournir des garanties de sécurité appropriées. Nous rendons en outre hommage aux efforts héroïques du personnel ukrainien qui exploite la centrale nucléaire de Zaporijia, malgré la forte pression à laquelle il est soumis. Celui-ci doit pouvoir s'acquitter de ses fonctions sans faire l'objet de menaces ni subir d'autres perturbations. L'interruption d'une grande partie de l'approvisionnement en électricité destiné à la population ukrainienne provoquera de nouvelles et immenses souffrances, comme l'a déclaré aujourd'hui la Secrétaire générale adjointe DiCarlo. L'électricité produite par la centrale nucléaire de Zaporijia appartient à l'Ukraine.

La guerre menée par la Russie est irréfléchie et irresponsable. Une catastrophe nucléaire devrait être inconcevable. Aucun membre de l'Organisation des Nations Unies, et encore moins un membre permanent du Conseil, ne devrait faire planer une telle menace en cherchant à s'emparer par la force des installations nucléaires d'un autre pays. Les agissements de la Russie sont contraires aux principes énoncés dans la Convention sur la sûreté nucléaire et dans d'autres conventions internationales en la matière. C'est pourquoi nous appelons une fois de plus la Russie à restituer à leur propriétaire légitime et souverain le contrôle total de toutes les installations nucléaires ukrainiennes, afin de garantir leur fonctionnement en toute sûreté et sécurité.

M. Gómez Robledo Verduzco (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé sur la situation critique à la centrale nucléaire de Zaporijia.

Comme l'a souligné le Secrétaire général, éviter toute action qui mettrait en péril l'intégrité ou la sûreté de la plus grande centrale nucléaire d'Europe relève tout simplement du bon sens. Cependant, le bon sens est malheureusement souvent le moins commun des sens. Comme l'a également déclaré le Secrétaire général à l'ouverture de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le monde n'a échappé à l'utilisation des armes nucléaires que par chance. Mais la chance n'est pas une stratégie, comme il l'a souligné.

Les attaques contre la centrale nucléaire de Zaporijia compromettent sa sécurité et pourraient avoir des conséquences humanitaires catastrophiques à court, moyen et long terme, y compris bien au-delà des frontières de l'Ukraine et des pays voisins. Nous convenons également avec le Secrétaire général que les dégâts causés à la centrale nucléaire s'apparentent à un suicide collectif.

Je voudrais souligner trois points.

Premièrement, toutes les attaques contre la centrale et ses environs doivent cesser immédiatement. Toute attaque contre des installations nucléaires civiles constitue une violation flagrante du droit international et du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous réaffirmons ce que nous avons déclaré le 11 août : ces attaques violent le droit international humanitaire, y compris les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel I de 1977 y afférent (voir S/PV.9109).

Deuxièmement, les installations de la centrale ne doivent pas être utilisées à des fins militaires, quelles que soient les circonstances. La centrale de Zaporijia doit rester en marge de ce conflit. Il est primordial de respecter le caractère civil de la centrale et de retirer immédiatement l'ensemble du personnel et du

matériel militaires. L'autorité de réglementation ukrainienne doit pouvoir accéder librement à la centrale et exercer un contrôle efficace de ses opérations afin de garantir le respect des sept piliers indispensables de la sûreté nucléaire.

Troisièmement, nous appuyons l'appel du Secrétaire général à la création d'une zone démilitarisée qui permettrait à l'AIEA de mener les inspections nécessaires afin que nous disposions d'informations objectives, véridiques et indépendantes sur l'état actuel de la centrale. Aujourd'hui, l'AIEA a renouvelé sa demande d'inspection technique. L'ONU a également affirmé qu'elle disposait des capacités logistiques et de sécurité nécessaires pour appuyer une éventuelle mission de l'Agence à la centrale nucléaire de Zaporijia en provenance de Kyïv, à condition que la Russie et l'Ukraine parviennent à un accord. Il est impératif de permettre la tenue de cette inspection, sans entrave ni prétexte.

Je termine en renouvelant l'appel du Mexique à mettre fin à la guerre en Ukraine et à reprendre la voie du dialogue. Le conflit a eu d'énormes conséquences sur la population civile au cours des derniers mois, des conséquences souvent irréversibles, et c'est pourquoi un cessez-le-feu doit être conclu sans plus attendre. Les accords conclus sur les céréales alimentaires montrent clairement ce qu'il est possible de faire lorsque la volonté politique et la raison l'emportent. Nous espérons que la même approche sera adoptée afin de parvenir à un accord sur Zaporijia, où l'enjeu n'est autre que le droit à la vie.

M^me^ Broadhurst Estival (France) : Je remercie Rosemary DiCarlo pour sa présentation.

Comme elle l'a fait de manière constante depuis le début de cette guerre, la France exprime sa vive préoccupation face à la menace que fait peser l'agression russe contre l'Ukraine sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires ukrainiennes. La centrale de Zaporijia, en territoire ukrainien, a été saisie de force par la Russie. La présence et les actions des forces armées russes à sa proximité augmentent significativement le risque d'un accident. La Russie porte la responsabilité de cette situation. La France souhaite pour sa part insister sur trois messages.

Premièrement, la Russie doit rendre à l'Ukraine le contrôle total de la centrale nucléaire de Zaporijia, ainsi que de toutes les installations nucléaires d'Ukraine. Tous les personnels, tous les matériels militaires russes doivent être retirés instamment de la centrale. Le personnel ukrainien qui exploite la centrale doit pouvoir assumer ses missions sans menace et sans pression.

Deuxièmement, la France salue et soutient les efforts qui ont été déployés, qui sont déployés par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires qui ont été définis par le Directeur de l'AIEA doivent être respectés. La capacité de l'AIEA à contrôler les activités nucléaires pacifiques de toute l'Ukraine pour assurer le respect des garanties, capacité compromise par les actions de la Russie, doit également être rétablie.

Troisièmement, il est essentiel de faciliter, dans les meilleurs délais, une mission des experts de l'AIEA à la centrale de Zaporijia. Cette mission doit se faire dans le respect de la pleine souveraineté de l'Ukraine sur son territoire et sur l'ensemble de ses infrastructures. La France salue le rôle de l'ONU à cet égard, sa disponibilité à assurer le soutien logistique nécessaire au déploiement d'une telle mission depuis Kiev. Elle se félicite également de l'accord de principe donné par l'Ukraine et la Russie à sa tenue, accord confirmé au plus haut niveau. Il faut désormais des garanties de sécurité suffisantes et un engagement de toutes les parties afin que la mission puisse se tenir dans les tout prochains jours. La France continuera d'appuyer au plus haut niveau les efforts de l'AIEA à cette fin, comme l'a fait le Président de la République française auprès du Président Poutine le 19 août dernier, comme il l'a fait auprès du Président Zelenskyy le 16 août, et comme l'a fait encore ce matin la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M^me^ Colonna, à l'occasion de l'échange téléphonique qu'elle a eu avec Seguey Lavrov.

M^me^ Muigai (Kenya) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, de son exposé sur la situation concernant la centrale nucléaire de Zaporijia.

Il est regrettable que nous nous penchions sur cette question pour la deuxième fois en à peine plus d'une semaine, à la fin de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'objectif du Traité est de prévenir la propagation des armes nucléaires et des technologies d'armement, de promouvoir la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de promouvoir la réalisation du désarmement nucléaire ainsi qu'un désarmement général et complet.

Le déploiement d'armes nucléaires peut avoir un effet apocalyptique à long terme sur l'humanité, la biodiversité et l'environnement. De fait, la prise pour cible accidentelle ou délibérée de toute installation nucléaire, même si elle est destinée à être utilisée à des fins pacifiques, la transformera en une arme nucléaire qui aurait un potentiel de dévastation tout aussi grand. Nous demeurons donc profondément préoccupés par les bombardements incessants aux alentours de la centrale nucléaire de Zaporijia, qui exposent des milliers de civils à de graves risques et à des coupures d'électricité.

À cet égard, le Kenya se félicite de la récente visite du Secrétaire général à Lviv et appuie pleinement son plaidoyer en faveur du retrait du matériel et du personnel militaires, mais aussi d'une cessation immédiate de toute activité militaire aux alentours de ce qui est de fait la plus grande centrale nucléaire d'Europe, afin de garantir sa sûreté. Nous appelons aussi instamment à ouvrir un accès immédiat et inconditionnel au site pour que les experts et les responsables de l'Agence internationale de l'énergie atomique puissent mener des activités essentielles de vérification de la sécurité, de la sûreté et des garanties. Nous saluons la volonté de coopérer manifestée par les parties à cet égard.

Le Kenya appelle de nouveau les parties à s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver davantage la situation. Nous réaffirmons, comme nous l'avons fait à maintes reprises, la nécessité de changer de cap en cessant immédiatement les hostilités et en déployant les moyens diplomatiques nécessaires pour mettre un terme au conflit. La cessation des hostilités ouvrirait la voie à la négociation d'un accord de paix durable garantissant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en faveur duquel le Kenya continue de plaider.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, de son exposé.

Il y a deux semaines, nous nous sommes réunis dans cette salle pour aborder le même sujet (voir S/PV.9109). Nous avons tous manifesté notre préoccupation face aux conséquences catastrophiques à long terme que pourraient avoir des dégâts importants causés à la centrale nucléaire de Zaporijia sur la santé humaine et l'environnement. Nous avons réaffirmé que toute attaque armée ou menace contre des installations nucléaires servant des fins pacifiques constituait une violation des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, du droit international et du statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ainsi qu'unanimement reconnu par la Conférence générale de l'Agence. Nous avons réaffirmé que les États ont la responsabilité de veiller au respect des instruments applicables dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires, tels que la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires. Nous nous sommes accordés à dire qu'il était grand temps que l'AIEA dépêche une mission d'experts sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijia. Pourtant, la situation reste inchangée. Les bombardements se poursuivent autour de la centrale, et nous sommes de nouveau réunis.

Notre échec à traduire les paroles en actes nous pousse au bord du chaos. Il y a deux semaines, l'AIEA a estimé que la situation ne constituait pas une menace immédiate en termes de sûreté nucléaire. Toutefois, avec la situation qui s'éternise, la menace auparavant limitée devient un risque de plus en plus concret. Nous appelons de nouveau toutes les parties à s'abstenir de toute mesure susceptible de mettre en péril la sûreté et la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia et de perturber son fonctionnement.

Le Brésil a conscience du rôle indispensable que l'Agence internationale de l'énergie atomique peut jouer pour ce qui est de prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sûreté et la sécurité nucléaires et de prévenir toute conséquence radiologique pour la population et l'environnement, dans la région et au-delà. Nous nous félicitons donc d'apprendre que les négociations relatives à l'envoi d'une mission d'experts de l'AIEA à Zaporijia progressent, et nous invitons instamment les parties à permettre son déploiement immédiat.

M^me^ Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Nous avons tenu une séance sur cette même question il y a moins de deux semaines (voir S/ PV.9109). Notre position n'a pas changé et, bien que nous soyons pleinement conscients de l'importance du problème, il y a un élément simple qui domine tout le reste. Si nous sommes ici, c'est uniquement à cause de cette guerre insensée, injustifiée, non provoquée et illégale. Tout ce dont nous avons parlé ici au sujet de l'Ukraine durant ces six longs mois découle des actions injustifiées de la Russie et de sa guerre de choix, et à présent aussi de la menace constante d'une catastrophe nucléaire.

L'Albanie condamne la militarisation des centrales nucléaires en Ukraine. Nous condamnons tout acte de violence au sein ou à proximité de la centrale nucléaire de Zaporijia ou contre son personnel. Le personnel ukrainien qui exploite la centrale durant l'invasion russe doit être en mesure de s'acquitter de ses tâches importantes sans restriction, menace ni pression.

L'Albanie réaffirme son appui total et persistant à ce que l'Agence internationale de l'énergie atomique et son personnel disposent d'un accès immédiat, sûr et sans entrave à toutes les installations nucléaires de l'Ukraine et puissent collaborer directement avec le personnel ukrainien en charge de ces installations. Nous sommes pour le déploiement d'une mission d'experts sur place dans les meilleurs délais pour aider à stabiliser la situation en matière de sûreté et de sécurité nucléaires à la centrale de Zaporijia et mettre en œuvre des protocoles de sûreté, de sécurité et de garanties.

Nous demeurons très préoccupés par les informations selon lesquelles le véritable but de la présence des militaires russes à la centrale nucléaire ukrainienne serait de la déconnecter du réseau énergétique ukrainien pour détourner son énergie au profit des intérêts russes. Nous nous félicitons de la position claire du Secrétaire général Guterres sur la question et réaffirmons la nôtre : la centrale nucléaire de Zaporijia est ukrainienne. Son électricité est ukrainienne. La Russie et ses troupes n'y ont pas leur place ni rien à y faire.

Pour terminer, nous réaffirmons notre solidarité totale avec l'Ukraine et son peuple et appelons une fois de plus la Fédération de Russie à mettre un terme à cette guerre et à retirer immédiatement toutes ses forces armées de l'Ukraine, y compris les installations nucléaires ukrainiennes, si elle veut vraiment empêcher un incident qui aurait des conséquences catastrophiques pour nous tous. Rien ne justifie que les troupes russes soient en Ukraine. Les troupes russes n'ont rien à faire sur le site d'une centrale nucléaire.

Le Président (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

La dernière fois que le Conseil a examiné la question de la sûreté des installations nucléaires de l'Ukraine (voir S/PV.9109), les membres se sont dits inquiets pour la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporijia. Il est déconcertant que celle-ci soit toujours la cible de bombardements. Bien que ces bombardements ne représentent pas de menace immédiate pour la sûreté de la centrale, comme l'a indiqué M. Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), cela peut changer à tout moment.

Il n'y a pas de droit à l'erreur lorsqu'il s'agit de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires. Tout incident peut entraîner un accident nucléaire grave, aux conséquences irréversibles pour l'environnement et la santé publique de l'Ukraine et des pays voisins. La Chine appelle une fois de plus les parties concernées à faire preuve de la plus grande retenue possible, à respecter strictement les dispositions du droit international pertinent, à mettre en œuvre avec sérieux les sept piliers proposés par le Directeur général Grossi, à éviter les actions susceptibles de compromettre la sûreté et la sécurité nucléaire et à maintenir au plus bas le risque d'accident.

La Chine a toujours appuyé l'AIEA dans l'exercice de ses responsabilités relatives aux garanties, en stricte conformité avec son mandat, et dans le rôle actif qui lui revient en matière de promotion de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Dans les circonstances actuelles, l'AIEA doit impérativement effectuer dès que possible une visite sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijia afin que ses spécialistes y procèdent à une évaluation technique de la situation en termes de sûreté et de sécurité. Nous notons que la Russie et l'Ukraine ont toutes deux fait des déclarations positives au sujet de la visite.

Nous espérons que toutes les parties concernées surmonteront les obstacles politiques, renforceront leur communication et leur collaboration, adhèreront à l'approche axée sur les problèmes et parviendront au plus tôt à un accord sur les dates et les modalités de la visite afin que la mission de l'AIEA puisse avoir lieu dans les meilleurs délais.

Sur la question de La sûreté et la sécurité des installations nucléaires, nous devons nous en remettre à la science et à la rationalité, suivre l'esprit d'humanité, communiquer et coopérer, et dépasser les positions politiques, les divergences hostiles et les considérations militaires. Nous ne devons pas laisser se produire à nouveau des tragédies comme celles causées par les accidents nucléaires de Tchornobyl et de Fukushima.

Afin d'éliminer le risque qui pèse sur la sûreté nucléaire de la centrale de Zaporijia, la communauté internationale doit, agissant de façon responsable, s'attacher à désamorcer la situation, intensifier les efforts

diplomatiques, chercher des solutions politiques, ramener les parties au dialogue et à la négociation, et obtenir dès que possible un cessez-le-feu et la cessation des hostilités.

La Chine appelle une fois encore toutes les parties concernées à prêter attention aux préoccupations de sécurité légitimes des unes des autres, à bâtir une architecture de sécurité équilibrée, efficace et viable et à s'employer sans relâche à régler la crise en Ukraine et à instaurer une paix et une stabilité durables dans la région.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous sommes tous réunis aujourd'hui, car les raisons qui nous ont contraints à demander la tenue de cette séance n'ont pas disparu. Le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie et de la ville d'Energodar par les forces armées ukrainiennes se poursuit, malgré le fait qu'il n'y a pas d'armes lourdes russes sur le site de la centrale et qu'il n'y a aucun tir en provenance de cet endroit. Nous l'avons indiqué à de nombreuses reprises, et cela peut être confirmé par des données de surveillance objectives, notamment grâce à l'imagerie satellite.

Cependant, aujourd'hui, nous avons une fois de plus entendu le vieux discours selon lequel la Russie est responsable de tout. Le contexte réel des événements sur le site de la centrale nucléaire de Zaporojie est déformé sans vergogne, et des faits évidents sont étouffés ou niés. Il n'y a qu'un seul objectif à cela : disculper les protégés de Kiev, quoi qu'ils fassent, en leur donnant carte blanche pour commettre les actes les plus irresponsables, sachant qu'ils seront de toute façon justifiés par leurs parrains.

On nous presse une fois de plus d'accepter une visite de la mission de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur le site de la centrale. Nous avons accepté en juin dernier et confirmé que nous étions d'accord à de nombreuses reprises, y compris aujourd'hui encore. Certains collègues occidentaux pensent qu'il n'y a qu'un seul moyen, et que c'est le plus simple, de sortir de cette situation : retirer les soldats russes et créer une zone démilitarisée autour de la centrale nucléaire de Zaporojie. Il s'agit de déclarations irresponsables, qui ne tiennent nullement compte de la nécessité de maintenir les conditions permettant à la centrale de fonctionner en toute sécurité.

Nous les exhortons une fois de plus à cesser de couvrir leurs protégés de Kiev et à les encourager à cesser leurs attaques dangereuses contre la centrale nucléaire de Zaporojie, qui font peser sur les pays européens la menace d'un accident nucléaire et d'une contamination radioactive.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^me^ DiCarlo, de son exposé riche en informations.

J'aurais voulu que nous soyons réunis ici à la demande de la Russie pour entendre la seule chose que le monde entier souhaite entendre, à savoir une déclaration selon laquelle la Russie démilitarise la centrale nucléaire de Zaporijia, retire ses soldats du site et remet la centrale au Gouvernement ukrainien. Au lieu de cela, nous avons perdu plus d'une heure à écouter toute une série de propos imaginaires. L'État terroriste n'a de cesse de se jouer de la communauté internationale. Une fois de plus, il a l'audace de demander la tenue d'une séance du Conseil de sécurité pour discuter de ses propres provocations et de la terreur qu'il sème à la centrale nucléaire de Zaporijia.

Qu'il me soit permis de réaffirmer que la situation actuelle montre clairement que la seule chose qui permettra d'éliminer à terme la menace nucléaire découlant de la présence illégale de la Russie sur le site de la centrale nucléaire, c'est le retrait des armes et des soldats russes et la reprise du contrôle légitime de la centrale par l'Ukraine. L'Ukraine se félicite vivement des efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et par l'ONU pour assurer la sûreté et la sécurité de toutes les installations nucléaires ukrainiennes dans le contexte de l'invasion russe.

Nous avons toujours souligné l'importance d'une mise en œuvre complète et cohérente du mandat de l'Agence. À cet égard, depuis le début de l'occupation par la Russie de la centrale nucléaire de Zaporijia, l'Ukraine insiste sur la nécessité d'envoyer une mission sur le site et en négocie les modalités avec l'AIEA. Nous nous félicitons de la volonté du Directeur général de l'AIEA d'envoyer une mission sur le site de la centrale nucléaire occupée de Zaporijia. Cette visite doit être effectuée dans le strict respect de la législation nationale de l'Ukraine et de ses obligations internationales.

Aujourd'hui, le Ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Kuleba, a répondu à la lettre du Directeur général, en date du 17 août, concernant la mission dont je viens de parler. Selon cette lettre, la proposition d'itinéraire de l'AIEA est conforme à la législation nationale de l'Ukraine et, de manière générale, pourrait être acceptée. D'autres dispositions doivent être prises en fonction des conditions de sécurité, et à cette fin, les itinéraires détaillés qui seront empruntés et d'autres aspects logistiques doivent être communiqués dès que possible.

Nous restons convaincus que l'efficacité de la mission peut être renforcée en y intégrant des composantes militaires et politiques appuyées par les compétences spécialisées de l'ONU. Par ailleurs, compte tenu de l'ampleur des défis et des menaces actuels, nous invitons instamment l'AIEA à envisager une présence permanente de ses experts à la centrale nucléaire de Zaporijia jusqu'à ce que les autorités ukrainiennes compétentes reprennent le contrôle total de l'installation nucléaire.

La Russie souhaite qu'une mission se rende sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijia dans un seul objectif. Examinons les faits. : La centrale de Zaporijia est une installation ukrainienne située sur le territoire ukrainien. Les occupants ont formé certains des otages à ce qu'ils doivent dire et ne pas montrer à l'AIEA. C'est pourquoi il importe au plus haut point de mener la mission d'une manière qui permette à la communauté internationale de se rendre compte de la situation réelle, et non d'assister à une représentation théâtrale russe.

Il est impératif que premièrement, la mission ait lieu à la demande de l'Ukraine ; deuxièmement, qu'elle ait lieu sur le site de l'installation nucléaire ukrainienne ; et, troisièmement, qu'elle soit couverte par la mise en œuvre de l'accord pour l'application des garanties entre l'Ukraine et l'AIEA. Le rôle de la Russie est d'assurer la sécurité physique de la mission. La Russie fait de la question de la sécurité nucléaire de l'installation une farce, un cirque. Elle minimise l'importance des menaces qu'elle a créées et détourne l'attention de la question urgente de la démilitarisation et de la fin de l'occupation de la centrale.

Toute la communauté internationale l'exige depuis près de six mois. C'est ce que dit l'AIEA. La Russie fait mine de ne pas l'entendre et n'a de cesse d'imaginer de nouvelles façons d'utiliser la centrale pacifique à des fins militaires. Il est évident que toute mission sur le site de la centrale, qu'elle soit dirigée par l'AIEA ou par l'ONU, constatera des violations flagrantes des normes et des exigences en matière de sécurité nucléaire. Par conséquent, la Russie tente de se soustraire à sa responsabilité, mais elle n'y parviendra pas.

La Russie a besoin de la centrale nucléaire de Zaporijia comme d'un moyen de faire la guerre. Mais il y a un autre aspect : elle tente à tout prix de couvrir les besoins en électricité de la Crimée temporairement occupée et d'autres territoires temporairement occupés, peut-être les régions de Kherson et de Zaporijia, parce que le raccordement électrique illégal qui a beaucoup fait parler de lui n'a jamais couvert ces besoins et ne les couvrira pas. En outre, la Russie a besoin de la centrale nucléaire de Zaporijia à des fins de propagande, car la fin de l'occupation de la centrale serait synonyme d'échec de la campagne menée par Poutine dans le sud de l'Ukraine.

En ce qui concerne les bombardements, la propagande russe concernant le pilonnage ukrainien de la centrale ne résiste pas à une analyse sérieuse. Aucune personne un tant soit peu sensée ne peut imaginer que l'Ukraine prenne pour cible une centrale nucléaire, en prenant le risque énorme de créer une catastrophe nucléaire sur son territoire. Une telle catastrophe ferait de nombreux morts et entraînerait une pollution qui durerait de nombreuses années. Nous avons déjà perdu des milliers de vies humaines et des milliers de kilomètres carrés de notre territoire dans la zone d'exclusion autour de Tchornobyl après 1986. Nous pleurons des milliers de vies d'Ukrainiens tués par les Russes dans leur guerre contre l'Ukraine. Nous subissons le génocide auquel se livrent les Russes dans les territoires occupés, où ils ont enlevé des milliers d'enfants devenus orphelins lorsque leurs parents ont été tués par l'armée russe.

Nous ne l'oublierons jamais, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour sauver la vie de tous les Ukrainiens. Ce que nous pouvons faire ici, à l'ONU, c'est appeler les choses par leur nom. Les Russes oublient que la technologie moderne règne sur le siècle dans lequel nous vivons. Tout comme leurs crimes à Boutcha et à Marioupol ont été clairement observés par les satellites, les bombardements sous faux pavillon seront, là encore, clairement filmés.

Pour en revenir à la mission internationale à la centrale nucléaire de Zaporijia, on me permettra de souligner que la nécessité de déployer une telle mission est principalement liée aux violations des sept piliers de la sécurité nucléaire, lesquelles se multiplient du fait de la présence illégale sur place de l'armée russe et de Rosatom. Une présence constante de l'AIEA et d'autres

experts à la centrale pourrait devenir un facteur déterminant dans le contexte de sa démilitarisation et de la fin de son occupation.

La communauté internationale, pour sa part, doit continuer d'exercer une pression politique sur la Russie, État agresseur, et exiger la démilitarisation complète et la fin inconditionnelle de l'occupation. Je tiens à souligner que la sécurité et la sûreté nucléaires sont une priorité absolue de tous et toutes dans le monde, et que la Russie doit retirer ses troupes immédiatement et sans conditions.

La Russie doit également mettre fin à toutes les provocations et à tous les bombardements. Il est inacceptable que la Russie nous place tous, délibérément, au bord d'une catastrophe nucléaire mondiale. Dès que la Russie aura retiré ses troupes de la centrale, dans laquelle elles n'ont tout simplement pas le droit de se trouver, la menace d'une catastrophe nucléaire disparaîtra, tout comme une menace équivalente avait disparu dès que les troupes russes s'étaient retirées de la centrale nucléaire et de la zone d'exclusion de Tchornobyl. Ce n'est qu'alors que cette menace cessera d'exister. Elle n'existe d'ailleurs pas dans trois autres centrales nucléaires ukrainiennes : la centrale nucléaire de Khmelnytskyï, la centrale nucléaire de Rivne et la centrale nucléaire d'Ukraine du Sud.

La séance est levée à 16 h 20.